



## Séance ordinaire du jeudi 1 juin 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le premier juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

**William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Sébastien COTE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI**

## Ressources - Évolution de l'astreinte hydro-météorologique en astreinte GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique et du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale « *L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement détermine, après avis du comité technique compétent, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés* ».

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration. La durée des interventions est considérée comme un temps de travail effectif, y compris le temps de déplacement entre le domicile et le lieu d'intervention aller-retour.

Dans ce cadre, une astreinte hydro-météorologique a été mise en place au sein de la Direction de l'eau et de l'assainissement, puis du Pôle Déchets et Cycles de l'eau, en vue de poursuivre une organisation préexistante à l'échelle de la Ville de Montpellier, pour anticiper les risques hydrologiques. Le périmètre géographique de l'astreinte hydro-météorologique a évolué en 2019, pour anticiper ces risques sur la totalité des 31 communes de la Métropole.

Cette astreinte consistait notamment à assurer toute l'année et 24h/24h :

- Une veille hydrométéorologique et la caractérisation du risque local, à l'échelle de la Métropole, avec l'appui de services de prévisionnistes extérieurs ;
- La rédaction et la diffusion des bulletins de préalerte et d'alertes aux 31 maires, Directeurs Généraux des Services et services opérationnels de la Métropole pour les risques pluies et inondations, vents violent, orages localisés ;
- La coordination des fermetures des voiries submersibles sur la commune de Montpellier jusqu'au niveau de risque local JAUNE ;
- La présence du cadre d'astreinte hydro-météo au poste de commandement communal de la Ville de Montpellier, dès son ouverture à partir d'un risque local avéré, pour le suivi hydro-météorologique au plus près des décideurs et des services opérationnels ;
- Le suivi des capteurs de surveillance des niveaux d'eau des cours d'eau pour anticiper et suivre la propagation des crues et informer le service GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations) gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations pour la mise en œuvre des consignes de sécurité des digues et barrages du territoire de la Métropole ;
- La surveillance des seuils de débordement de la station d'épuration de MAERA et la transmission de l'information à la Commune de Palavas-les-Flots.

Aujourd'hui, le service GEMAPI est gestionnaire de 300 kilomètres de linéaire de cours d'eau, 30 km de digues, 30 bassins écrêteurs de crue, 2 barrages classés, 2 300 hectares de lagunes et de zones humides et 9 km de trait de côte. Les ouvrages de protection contre les inondations (digues, bassins écrêteurs, barrages, ...) gérés par le service GEMAPI protègent plus de 35 000 personnes et des milliers d'emplois sur le territoire de la Métropole.

La gestion et l'exploitation de ce patrimoine nécessite une organisation structurée pour assurer la continuité de service. Il s'agit de répondre :

- Aux obligations réglementaires qui incombent à l'exploitation et la surveillance des ouvrages de protection contre les inondations pour garantir leur niveau de sûreté en tout temps, y compris en période de crue ;

- À l'entretien des cours d'eau, notamment la gestion des embâcles, des atterrissements et de la végétation pour réduire le risque inondation dans les traversées urbaines, garantir le niveau de sûreté des ouvrages de protection et pour contribuer au bon état écologique des cours d'eau ;
- A la préservation des milieux aquatiques notamment la réponse à apporter en cas de pollution accidentelle ;
- A la gestion du risque lié aux cyanobactéries sur plusieurs sites (le Lez, la Mosson, le Lac des Garrigues) fréquentés par le public et les usagers des milieux aquatiques (pêcheurs, clubs de canoé kayak, écoles de voile, ...).

**Pour répondre à ces enjeux et aux obligations réglementaires, notamment à travers les consignes de sécurité des ouvrages classés de protection contre les inondations, s'imposant à la Métropole qui porte la compétence GEMAPI, il est proposé une évolution de l'astreinte hydro-météorologique en astreinte GEMAPI.**

Il s'agira d'une astreinte annualisée définie à l'avance selon un calendrier établi pour couvrir également les week-ends et jours fériés.

Cette astreinte sera assurée par les agents suivants disposant de l'expertise technique, de la connaissance du territoire et des enjeux avec un effectif mobilisable de 21 personnes :

- 11 cadres techniques du service GEMAPI ;
- 3 cadres techniques de l'Autorité Organisatrice de l'Eau (AOE) ;
- 5 techniciens du service GEMAPI ;
- 2 assistants administratifs du service GEMAPI et de la mission AOE.

Deux types d'astreinte permettront de couvrir le périmètre des missions de l'astreinte GEMAPI, une astreinte d'exploitation et une astreinte de sécurité.

En heures ouvrées, l'astreinte GEMAPI est une mission des agents du service GEMAPI et de l'Autorité Organisatrice de l'Eau. En heures non ouvrées, week-ends et jours fériés, l'astreinte et la mission GEMAPI sont des missions accessoires à l'ensemble des cadres, techniciens et assistants administratifs d'astreinte du service GEMAPI et de l'Autorité Organisatrice de l'Eau.

**L'astreinte d'exploitation assurée par les cadres d'astreinte consiste à assurer chaque semaine 7j/7j et 24h/24h, les missions suivantes :**

Pour les missions relatives à la prévention et la gestion des risques d'inondations :

- Assurer une veille hydrométéorologique et la caractérisation du risque local, à l'échelle de la Métropole, avec l'appui de services de prévisionnistes extérieurs ;
- Rédiger un bulletin synthétique de la situation météorologique et le diffuser via l'outil GEDICOM (téléalerte) aux 31 maires et DGS, aux services de la Métropole et au service GEMAPI pour anticiper les premières actions préventives, à élargir au besoin ;
- Se rendre au poste de commandement communal de la Ville de Montpellier, dès son ouverture à partir d'un risque local avéré, pour le suivi hydro-météorologique au plus près des décideurs et des services opérationnels ;
- Assurer la prévision et la surveillance des crues par le suivi des capteurs depuis l'outil Ville En Alerte et la continuité du bon fonctionnement de ces capteurs en activant si besoin l'astreinte de l'entreprise titulaire du marché de maintenance des capteurs ;
- Suivre la procédure des consignes de sécurité des ouvrages de protection contre les inondations (OPCI) ;

Solliciter le service GEMAPI pour l'engagement des actions préventives en cas d'évènement pluviométrique avéré :

- Vérifier la présence d'embâcles au niveau des ponts et ouvrages d'art franchissant les cours d'eau, notamment des points sensibles, et engager les actions nécessaires de désembâclement ;
- Engager la surveillance des crues et du fonctionnement des ouvrages de protection contre les inondations ;
- Renseigner dans l'outil Ville En Alerte le niveau d'alerte de l'OPCI ainsi que le niveau d'alerte de la zone protégée associée en suivant les consignes de sécurité propre à chaque OPC ;
- Alerter le Préfet, le service de contrôle des ouvrages hydrauliques et le service interministériel de défense et de protection civiles (SIDPC) de l'Hérault, la hiérarchie et le Maire-Président, et les maires concernés en cas de risque de défaillance ou de défaillance d'un ou plusieurs ouvrages de protection contre les inondations ;
- Décider de l'activation de la cellule de crise GEMAPI et mobiliser l'astreinte de sécurité ;
- Assurer le suivi de l'engagement des actions pour un retour à la normale avec le service GEMAPI notamment les actions de désembâclement des cours d'eau et de remise en état des ouvrages de protection : phase de remédiation ;
- Assurer le suivi du bilan des dommages post-crue en lien avec le service GEMAPI et les autres acteurs du territoire et participer aux retours d'expériences.

Pour les missions relatives à la prévention et la gestion des risques de cyanobactéries et aux atteintes aux milieux aquatiques par déversements et pollutions :

- Réceptionner, lire et analyser les rapports d'analyse transmis deux fois par semaine par le prestataire titulaire du marché des prélèvements et de suivi des cyanobactéries ;
- Suivre la procédure d'alerte cyanobactéries en cas de niveau de vigilance, d'alerte ou lorsqu'il y a une suspicion d'intoxication humaine ou une mortalité animale ;
- Lancer la procédure d'alerte GEDICOM (télé-alerte) pour demander la mise en place des arrêtés municipaux d'interdiction ;
- Si les rapports d'analyse sont de niveau limité ou faible, demander la levée des arrêtés municipaux via la télé-alerte ;
- Réceptionner et traiter les appels téléphoniques du public et des usagers qui souhaitent se renseigner sur les cyanobactéries ;
- Réceptionner et traiter les signalements de pollution en suivant le protocole dédié (fiches réflexes) ;
- Mobiliser un technicien GEMAPI pour procéder à la phase de constatation et vérification sur le terrain ;
- Procéder à la phase d'alerte pour remédier au désordre avec les services de secours (SDIS 34), la police municipale et les services de l'Etat en fonction de la nature et de la gravité de la pollution.

**L'astreinte d'exploitation assurée par les techniciens d'astreinte consiste à assurer chaque semaine 7j/7j et 24h/24h, les missions suivantes :**

Pour les missions relatives à la prévention et la gestion des risques d'inondations :

A la demande du cadre d'astreinte :

- Se tenir informé de la situation météorologique en lien avec le cadre d'astreinte GEMAPI ;
- Engager les actions préventives en cas d'évènement pluviométrique avéré :
  - Vérifier la présence d'embâcles au niveau des ponts et ouvrages d'art franchissant les cours d'eau, engager si besoin les actions nécessaires au désembâclement en mobilisant les prestataires des marchés d'entretien des cours d'eau et des marchés de travaux GEMAPI, dans le cadre de leurs astreintes ;
  - Assurer les visites préventives des ouvrages de protection contre les inondations (OPCI) ;
  - Mobiliser les prestataires des marchés travaux dédiés dans le cadre de leur astreinte ;
- Assurer la surveillance des crues et du fonctionnement des OPC ;

- En cas de défaillance d'un capteur permettant de surveiller le niveau d'eau d'un ouvrage de protection contre les inondations, se rendre sur le site et rendre compte de l'état du niveau d'eau auprès du cadre d'astreinte ;
- Suivre la procédure des consignes de surveillance des ouvrages de protection contre les inondations en lien avec le cadre d'astreinte. Notamment, en cas de risque de défaillance d'un OPCI de type surverse, fissure ou rupture, contacter le cadre d'astreinte et le tenir informé de la situation ;
- Engager les actions pour un retour à la normal en mobilisant et en coordonnant les prestataires pour le désembâclement des cours d'eau et la remise en état des ouvrages de protection : phase de remédiation ;
- Etablir le bilan des dégâts post-crue en lien avec le cadre d'astreinte GEMAPI.

Pour les missions relatives à la prévention et la gestion des risques de cyanobactéries et aux atteintes aux milieux aquatiques par déversements et pollutions :

A la demande du cadre d'astreinte :

- S'assurer que les panneaux d'information préventive des cyanobactéries sont en place ;
- En cas d'alerte cyanobactérie, se rendre sur place et s'assurer que les équipes municipales ont bien sécurisé et balisé le secteur concerné ;
- Vérifier que les arrêtés municipaux sont en place ;
- Rendre compte au cadre d'astreinte GEMAPI ;
- Traiter les signalements de pollution en suivant le protocole ;
- Assurer la constatation et vérification sur le terrain en se rendant sur le site pollué et renseigner la fiche réflexe pour constater la pollution ;
- Rendre compte au cadre d'astreinte GEMAPI.

Les moyens suivants sont mis à sa disposition des cadres et des techniciens d'astreinte pour leur permettre de mener à bien leurs missions :

- Un véhicule dédié, affecté au service GEMAPI, avec remisage à domicile ;
- Un téléphone portable d'astreinte dédié ;
- Un ordinateur ;
- Un classeur avec toutes les procédures d'intervention ;
- Un annuaire de crise ;
- Un bureau dédié à la gestion de crise à l'hôtel de la Métropole de Montpellier (Pavillon Junon).

Ces moyens sont complétés par la formation régulière, 2 fois par an en moyenne, de l'ensemble des agents d'astreinte par l'ingénieur Prévision et gestion de crise du service GEMAPI. Ces moyens, y compris les formations, sont existants et mis en œuvre.

En cas d'activation de la cellule de crise GEMAPI par le cadre d'astreinte d'exploitation, une astreinte de sécurité pourra être déclenchée afin de venir renforcer le dispositif de gestion de la crise.

Les agents du service GEMAPI seront mobilisés en astreinte par le chef de service ou son adjoint afin d'assurer le suivi de l'évènement climatique sur le terrain et la surveillance des ouvrages de protection contre les inondations en suivant le plan de gestion des Ouvrages de Protection Contre les Inondations, et le cas échéant les interventions nécessaires.

**Les missions assurées par les cadres et techniciens du service GEMAPI mobilisés en astreinte de sécurité sont les suivantes :**

A la demande du chef de service ou son adjoint :

- Se déployer sur le territoire pour assurer les consignes de sécurité des OPCI, notamment surveiller les crues et le fonctionnement des ouvrages ;
- Rendre compte au cadre d'astreinte exploitation positionné à l'Hôtel de la Métropole, les informations concernant les niveaux des crues et le fonctionnement et éventuelles défaillances des ouvrages ;
- Réaliser un bilan des dégâts post-crue avec des visites de terrain spécifiques ;
- Engager toutes les actions pour le retour à la normale en mobilisant et coordonnant les prestataires des marchés travaux.

Un cadre pourra être mobilisé, en renfort du cadre d'exploitation, au sein du Poste de Commandement Communal de la Ville de Montpellier pour assurer la circulation des informations sur les conditions météorologiques et la gestion des ouvrages de protection contre les inondations.

**Les missions assurées par les assistants administratifs du service GEMAPI et de la mission AOR mobilisés en astreinte de sécurité sont les suivantes :**

A la demande du chef de service ou son adjoint :

- Assurer l'accueil téléphonique ;
- Rédiger des comptes rendus ;
- Rendre compte au responsable à la hiérarchie.

**Modalités d'exemption :**

- Temps de déplacement supérieur à une heure ;
- Femme enceinte ;
- Père ou mère d'enfant âgé de moins d'un an ;
- Agent concerné par une exemption médicale ;
- Situation particulière, sur demande argumentée et validation hiérarchique.

Les règles relatives à la compensation et l'indemnisation des périodes d'astreinte et éventuelles interventions sont déterminées en application du décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale et en référence aux arrêtés du 14 avril 2015, fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement et du 3 novembre 2015, fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur. Les indemnisations ou récupérations, ne pourront en tout état de cause être effectives qu'en dehors des heures d'ouverture des services ou en dehors du cycle de travail hebdomadaire des agents.

Le Comité Social Territorial a été saisi pour avis.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'évolution de l'astreinte hydro-météorologique en astreinte GEMAPI, les modalités de l'astreinte GEMAPI ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 15 juin 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230601-232631-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.